

Même si les cas diffèrent d'une région ou d'une commune à une autre, les femmes subissent encore au quotidien la violence. Le sommet sur la justice relative au genre et les collectivités locales, au Centre de conférences international d'Ivato (CCI) dont le thème est axé sur « Les réponses de la communauté locale, face à la violence basée sur le genre », a été hier et pendant deux jours, une occasion pour exposer les situations.

« Selon la tradition, les femmes de la commune de Miarinavaratra, district de Fandriana, région Amoron'i Mania, n'ont pas le droit d'hériter des biens de leurs parents. Ce sont les hommes qui portent le nom du père. Ce dernier lègue ensuite l'héritage à son ou ses fils. Les femmes ne bénéficient ainsi que des biens de l'époux », a raconté Tianarivo Andrianary Raherimanantsoa, modérateur dans la commune de Miarinavatra hier. Par contre, les femmes de la commune d'Ambatondrazaka, région Alaotra Mangoro, peuvent jouir des biens de leurs parents.

Mais la violence qu'elles subissent prend une autre ampleur. « 120 plaintes ont été reçues au centre d'écoute de la commune d'Ambatondrazaka en 2011. Les violences physiques et morales détiennent le palmarès. Certaines se plaignent des coups et blessures causés par leurs maris. D'autres se trouvent dans une précarité totale après avoir été délaissées par leur époux, sans bénéficier d'aucune allocation. Cette statistique ne reflète pas encore la réalité, mais ce n'est que le début de la dénonciation de la violence subie par les femmes », relate Rasoamaniry, conseiller municipal à Ambatondrazaka.

Palmarès des violences

Face à ces problèmes, il faut encore attendre longtemps pour faire respecter les droits des femmes. « Après les actions de sensibilisation depuis 2010, 120 certificats fonciers sur les 530 distribués par le service du guichet foncier appartiennent aux femmes. Mais les moyens s'avèrent limités pour faire la sensibilisation dans les 41 fokontany de Miarinavaratra », enchaîne Tianarivo Andrianary Raherimanantsoa. Les femmes n'osent pas encore dénoncer ces faits auprès du chef fokontany à Ambatondrazaka. « Car il n'y a qu'une femme, chef fokontany sur les neuf existants », conclut Rasoamaniry.

Par Vonjy Radasimalala